

RAPPORT DE LA DÉLÉGATION FNEEQ
AU HONDURAS
DU 5 AU 10 SEPTEMBRE 2009



LOUIS HALLÉ
ET
ODETTE LEFRANÇOIS

Septembre 2009

RAPPORT DE LA MISSION AU HONDURAS
DU 5 AU 10 SEPTEMBRE 2009

- | | | |
|----|------------------------------|---------|
| 1. | HORAIRE DES JOURNÉES | page 4 |
| 2. | CONCLUSION ET SUITES | page 10 |
| 3. | COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION | page 11 |
| 4. | ORGANISMES RENCONTRÉS | page 11 |



TEGUCIGALPA

1. HORAIRE DES JOURNÉES

Samedi 5 septembre, 16 h

Nous sommes allés à une réunion à l'université nationale pédagogique, rencontrer l'association étudiante de UNP et UNAH. Il y avait à cette occasion une vingtaine de personnes présentes, incluant les neuf membres de la délégation qui se sont présentés à tour de rôle, en expliquant la raison de leur présence. La rencontre a porté sur la situation politique actuelle au Honduras; ils ont cependant mis l'accent sur la résurgence de la solidarité étudiante, presque éteinte dans les années 80, mettant de côté leurs différences face à la gravité de la situation. Ils sont directement menacés par les militaires qui en ont emprisonné plusieurs, battu plusieurs et tué quelques-uns. Ils nous ont raconté un épisode extrêmement violent qui s'est produit quelques jours après le coup, où les militaires ont envahi l'université, gazé les étudiants; beaucoup sont devenus militants à ce moment alors qu'ils ne l'étaient pas encore, à cause, entre autres, de la violence qu'ils subissaient du fait de leur statut d'étudiant. Depuis, elles et ils évitent de sortir ou de quitter l'université seuls le soir. Malgré cela, la semaine dernière, un étudiant a été abattu en pleine rue.

Comme les professeurs de l'université ne sont pas syndiqués, beaucoup évitent de s'impliquer par peur de perdre leur emploi, car la répression la plus importante vise principalement les enseignantes et les enseignants, mais également les étudiants tant aux niveaux secondaire qu'universitaire.

Dimanche 6 septembre, 9 h

La délégation s'est rendue à l'assemblée générale du Front de résistance contre le coup. Cette rencontre visait à expliquer que le coup d'État en était bien un, malgré les assertions du gouvernement actuel; à organiser les différentes coordinations; à spécifier les buts du Front. Le Honduras est divisé en 18 régions et toutes étaient présentes, parfois même en nombre important. Nous avons été surpris de l'invitation, car en réalité il s'agissait pour eux de parler de stratégie contre le gouvernement en place, mais la sécurité était omniprésente et efficace afin d'éviter les éventuelles infiltrations de gens en faveur du coup d'État.

Mais et surtout, l'assemblée constituait la toute première réunion de fondation de ce qui deviendra, espéret-on, l'Assemblée constituante. Tout comme au Venezuela, en Bolivie ou en Équateur, cette Assemblée vise à redéfinir la Constitution de l'État, à fonder un nouveau gouvernement.

Par la suite, nous avons rencontré deux dirigeants de ce Front qui nous ont expliqué, entre autres, que le Honduras n'est qu'une répétition générale pour toute l'Amérique centrale, que le coup d'État se préparait depuis septembre 2008. Depuis le 28 juin, la répression est très importante (morts, blessés, emprisonnés, handicapés...) En effet, peu après le 28 juin, il y a eu, dans les locaux de Stibys (syndicat de travailleurs), une confrontation violente avec la police, un véritable face à face. Les dirigeants de cette organisation craignent le retour de la répression des années 80, surtout que le principal acteur de cette répression, Billy Joyal, en exil en Espagne, est de retour au pays et a été nommé conseiller au ministère de la Sécurité nationale.

Lundi 7 septembre, 8 h 30

La journée a commencé par une réunion avec COLPROSUMAH dont le dirigeant est d'ailleurs l'objet de harcèlement de la part de ce que l'on appelle ici, à juste titre, l'oligarchie. Les responsables de l'organisation nous décrivent la situation et nous remercient de notre appui. Nous partons nous joindre à « la marcha », manifestation dans les rues de la ville.

Les parcours des manifestations sont organisés à la dernière minute, de façon à ce que les autorités ne puissent préparer des embûches. Nous évaluons à 5,000 personnes le nombre de participants. Les policiers nous encadrent, un camion de l'armée nous suit. Devant les édifices publics, d'autres gardes armés nous surveillent. On chante, on crie des slogans. Le Front populaire assure un très sérieux service de sécurité. On veut à tout prix empêcher que des provocateurs viennent mettre le feu aux poudres. Car on sent bien que les choses peuvent tourner à la confrontation rapidement.

On appelle souvent au calme, rappelant aux manifestants que c'est contre les « golpistes »¹ que nous manifestons, pas contre la police. Puis la manif s'arrête, le groupe se retrouve divisé en deux parties. La tension monte. Les policiers se rassemblent. On nous interdit, semble-t-il, de tourner sur une certaine rue. Le service d'ordre intervient rapidement. Mais il faudra de longues minutes, pendant lesquelles tout peut arriver, avant que la marche se poursuive.

Quand on pense que le Front organise ces manifs sur une base quotidienne, on se demande comment ils ont pu jusqu'à maintenant, soutenir ce rythme, éviter la confrontation et garder le moral des troupes. Bien sûr, aucun rapport ne pourra transmettre les émotions que nous vivons quand on voit une dame de 70 ans ou plus, fatiguée, demander à monter à bord du camion des organisateurs; ni la chaleur, le soleil de plomb, les faciès des policiers, mais surtout, le sentiment de solidarité, nous dirions presque de fraternité, qui se dégage.

La manif se termine, nous repartons, d'autres activités nous attendent. Mais nous espérons que quelque chose, quelque part, viendra soutenir ces gens courageux. Sans appui, sans aide, il se pourrait que leur courage s'épuise.

Visite à COFADEH

À la fin de cette journée plutôt chargée, nous avons visité les locaux de COFADEH, une organisation qui s'occupe, depuis les années 80 où les escadrons de la mort étaient très actifs, des disparitions de femmes et d'hommes du Honduras. Sur les murs des locaux, sont placardées des dizaines et des dizaines de photos de ces disparus, en indiquant leur nom, leur pays d'origine et le moment de leur disparition.

Une partie des « disparus » du Honduras

À cette occasion, nous avons rencontré madame Bertha Oliva, coordonnatrice de l'organisme, qui nous a longuement parlé de la situation au pays depuis le coup d'État, en mettant, elle aussi, l'accent sur le fait que le Honduras n'est qu'une répétition générale de ce qui risque de se produire en Amérique centrale et en

¹ De « gulpe » en espagnol, « coup ». Les golpistes sont donc les auteurs du coup d'État. On devrait accepter ce néologisme, beaucoup plus simple que « les auteurs du coup d'État ».

Amérique du Sud, d'où l'importance de la résistance pour faire échouer le coup d'État au Honduras. Elle a insisté sur la mobilisation de la population, sur le rôle primordial joué par le corps enseignant et les organisations étudiantes, en spécifiant qu'à cause de la gravité de la situation, ces organisations ont mis de côté leurs différends pour former un front uni. Elle a également dit que, contrairement aux années 80, où les gens avaient peur de parler et de dénoncer la répression, cette fois-ci, les gens réagissent et sont beaucoup plus solidaires. Elle a, à cet effet, évoqué l'importance des marches quotidiennes, comme démonstration de cette unité et solidarité. Selon son analyse, les militaires sont ainsi beaucoup plus réticents à user de violence, lors de ces marches, ce qui ne les empêche nullement d'utiliser la force et l'intimidation, le soir venu.

Madame Oliva a également mentionné que le coup d'État se préparait depuis l'automne 2008, moment où on a tenté de lui faire jouer un rôle de « marionnette » dans un comité qui devait nommer un juge de la Cour Suprême, rôle qu'elle a refusé de jouer, s'exposant ainsi à de multiples problèmes : harcèlement, dénigrement de sa réputation, menaces, etc. Elle affirme de plus que le gouvernement actuel fait appel aux paramilitaires de Colombie, mettant en garde une des personnes de la délégation, originaire de ce pays. Enfin, madame Oliva nous a dépeint une situation inquiétante et a insisté sur l'importance d'une large diffusion de cette situation, étant donné le silence des médias, dans son pays et ailleurs dans le monde.

Mardi 8 septembre

Visite à COPREMH

Cette visite revêtait une certaine importance, car elle regroupait six syndicats d'enseignants dont cinq faisaient partie du Front de résistance, un seul syndicat s'en était retiré. Selon ces personnes, il est clair que le coup d'État est mené par l'oligarchie, tant civile que religieuse, et qu'il s'agit d'une lutte de classe. Par le fait même, la population appuie leurs moyens de pression, entre autres, les marches quotidiennes, effectuées dans différents quartiers populaires de Tégucigalpa afin de contrer la désinformation, mais également pour informer cette population que l'image d'une situation calme présentée dans les médias est totalement fautive. Ces organisations syndicales croient que Zelaya sera de retour au pays pour le 19 septembre et qu'ils pourront ainsi obtenir une assemblée constituante (la 4^e urne). Si ce n'est pas le cas, ils

donneront le mot d'ordre de boycotter les prochaines élections, mot d'ordre qui a déjà commencé à circuler un peu partout sur les murs de la ville.

Visite à l'université avec étudiants

Finalement, durant la soirée, nous avons rencontré un groupe important d'étudiants, accompagnés d'un responsable politique et d'une professeure en sciences sociales. Il faut se rappeler que les professeurs d'université ne sont pas syndiqués et qu'ils évitent de s'impliquer activement par crainte de représailles, d'où le petit nombre que nous avons pu rencontrer.

Cette rencontre nous a vivement impressionnés par la cohésion étudiante, l'analyse politique que ces jeunes gens font de la situation de leur pays, par leur discours articulé et surtout par la détermination dont ils font preuve, et ce, malgré la répression qu'elles et qu'ils subissent.

Mercredi 9 septembre

Conférence de presse

D'abord rappelons la situation des médias au Honduras depuis le coup d'État.

Radio

Une seule radio, « Radio Globo », rapporte les faits concernant l'opposition aux golpistes. On l'a empêchée de diffuser en brouillant son signal, mais les responsables utilisent d'autres sources pour pouvoir continuer à émettre.

Télé

Une seule station de télé, CANAL 36, tente d'en faire autant. Mais on a envahi ses bureaux, saisi tous les documents se trouvant dans leur local. Sans compter qu'on les empêche de diffuser en bloquant leur signal. Les responsables déjouent ces entraves en déplaçant leur antenne, en utilisant des fréquences prêtées par d'autres diffuseurs (universités), bref, par tous les moyens possibles. Tous les annonceurs ont subi des menaces de sorte que la station n'a plus de revenus de publicité. De fait, pour avoir écouté la télé à maintes

reprises, nous avons constaté que jamais il n'est fait mention d'une manif, pourtant quotidienne, d'une sortie publique quelconque d'un syndicat, d'une organisation : le silence total sur toutes activités dénonçant les golpistes.

La presse écrite

AUCUN quotidien de la capitale ne rapporte quel que fait que ce soit. Pire, on s'adonne à la diffamation du Président Zelaya et de ses proches. En fait, la presse écrite est, parmi les moyens de communication, la principale force d'opposition au Front national de résistance aux golpistes.

C'est dans ces conditions que nous convoquons une conférence de presse conjointe avec la COLPROSUMAH.

Cinq journalistes assistent à la conférence, dont CANAL 36 et RADIO GLOBO. Chacun des participants de notre délégation prend la parole. Quatre responsables de quatre fédérations syndicales y assistent aussi. Une cinquième (PRICPHMA) est absente : elle est pro-coup. On nous pose des questions; on semble très attentif à nos réponses. Essentiellement tous décrivent la situation comme inacceptable, tant pour les Honduriens que pour tout citoyen attaché aux valeurs démocratiques. Pour notre part, nous réitérons notre engagement à diffuser l'information; notre constat que la presse internationale est plutôt muette, à la limite de la désinformation. Nous réaffirmons qu'un coup d'État ne saurait se faire au nom de la démocratie. Bref, nous nous joignons à la dénonciation du Front et annonçons que nous tenterons d'inviter quelqu'un du Front pour venir au Québec raconter la situation à nos membres et à toute la population.

2. CONCLUSION ET SUITES

Que dire maintenant? Que faire surtout?

D'abord il faut savoir que le gouvernement canadien continue de distribuer son aide au gouvernement hondurien alors que même les États-Unis l'ont cessée! On nous en a fait la remarque. Nous n'avons pu que leur transmettre nos espoirs de changement à l'automne!!!

Il nous semble donc qu'au départ, nous devrions nous occuper de nos propres dirigeants et tenter de faire en sorte que nos taxes ne servent pas à soutenir l'insoutenable. Ce serait déjà une victoire, mais, surtout, un beau message à envoyer au peuple hondurien, un effet tangible de notre délégation.

Ensuite, en utilisant nos syndicats locaux, faire circuler l'information. La rédaction d'un article dans « Carnets » serait un moyen approprié. Finalement, nous devrions inviter un membre du « Front de résistance » à assister au prochain Conseil fédéral. Compte tenu des difficultés que le gouvernement canadien s'ingénie à trouver pour limiter les demandes de visa², nous devrions agir le plus rapidement possible.

Quoique le « Front de résistance » ait un sérieux besoin de ressources financières, c'est d'abord un soutien stratégique qui serait apprécié. Dans ce petit pays d'Amérique latine, l'injustice criante peut parfaitement passer inaperçue. Au-delà de cet aspect national, les représentants du Front sont d'avis que le Honduras ne constitue que le début : d'autres pays de la région subiront la même injustice si le coup d'État hondurien survit. On sent là comme une réponse de la droite au déplacement vers la gauche de toute l'Amérique latine. Si les peuples qui ont réussi jusqu'à maintenant à élire démocratiquement des gouvernements plus représentatifs de leurs aspirations s'en voient dépouiller par l'union des forces de la droite, ce n'est pas seulement eux qui en subiront les conséquences, mais nous tous.

² Même s'il y a une ambassade du Canada à Tegucigalpa, les demandes de visa sont traitées à Guatemala City. Ce qui, dans les faits, oblige les gens à se déplacer au Guatemala s'ils désirent obtenir leur visa avant la fin du siècle.

3. COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION

La délégation qui s'est rendue au Honduras du 5 au 10 septembre 2009 était composée des personnes suivantes :

- Steve Stewart, coordonnateur de la mission (Canada)
- Maria Ramos, membre du comité étudiant de la coordination trinationale de défense de l'éducation (Mexique)
- Gilberto Maldonado, secrétaire général de la section 23 démocratique (Mexique)
- Fanny Sequeira Nata, présidente de la Fomca (Costa Rica)
- Francisco Tito Nenna, C.TE.R.H.-C.PA, député du parlement argentin (Argentine)
- Luzmila Sanchez Cosio, secrétaire générale du FREP et secrétaire du comité féminin de FOMCA (Panama)
- Guillermo Baquero Serrano, président de ACEU-OCLAE (Colombie)
- Odette Lefrançois, déléguée à la coordination du regroupement privé FNEEQ-CSN (Canada)
- Louis Hallé, membre du comité d'action internationale FNEEQ-CSN (Canada)

4. ORGANISMES RENCONTRÉS

Dans les cinq jours passés à Tégucigalpa, nous avons rencontré les organismes suivants :

- Association étudiante de l'« Universidad national de pedagogica Francisco Morazan » (UNP et UNAH).
- « Frente de resistencia contra el golpe » (le front de résistance contre le coup d'État)
- COLPROSUMAH (fédération d'enseignantes et d'enseignants)
- Chanel 36
- Radio Globo
- COFADEH (organisme de défense des droits de l'Homme)
- COPREMH (fédération d'enseignantes et d'enseignants)
- COLPEDAGOGOS (fédération d'enseignantes et d'enseignants)
- COPRUMH (fédération d'enseignantes et d'enseignants)
- PRICPHMA (fédération d'enseignantes et d'enseignants)
- SINPRODOH (fédération d'enseignantes et d'enseignants)